

MÉMORIAL DE BOGHARI (MÉDÉA)

La stèle, en état de dégradation, est à l'abandon

Le mémorial érigé à Boghari et livré au début des années 2010, est déjà en voie de dégradation avancée. Les arceaux entourant l'ouvrage principal commencent à s'effondrer. La liste des victimes emprisonnées par l'armée coloniale dans le tristement célèbre «Camorra» (camp Morand) gravée sur la stèle est en train de s'effacer.

Ce monument réalisé suite à de longues démarches menées par d'anciens détenus auprès de l'Organisation nationale des moudjahidines (ONM) et des autorités, est destiné à entretenir la mémoire sur l'exemple de résistance des Algériens face à la barbarie de la France coloniale.

Les travaux démarrés en 2008 ont été financés en deux phases par des apports de 40 millions DA en 2008 et d'un complément de 10 millions DA en 2009. Ce financement a été entièrement consommé. Les travaux de la construction de l'édifice ont été financés par la wilaya de Médéa sur le budget de la commune de Ksar El Boukhari. Ils ont été coûteux parce qu'il a fallu d'abord transformer la piste qui y mène en route goudronnée et décaper le haut d'une colline avant de pouvoir ériger la stèle.

Le mémorial devait compter un musée dédié aux innombrables camps d'internement ouverts par l'armée coloniale dans plusieurs régions ainsi qu'une buvette pour répondre aux besoins des visiteurs. Ces deux derniers compléments n'ont, pour

l'heure, pas encore été réalisés.

Pourquoi cet édifice d'une aussi grande importance est-il en train de tomber en ruine si peu de temps après son inauguration ? C'est à la wilaya de Médéa, à l'ONM et, pourquoi pas, aux autorités nationales de mener leur enquête pour répondre à cette question, en cherchant notamment à percer le secret de la fragilité de la construction. Un recours aux compétences de l'organisme de Contrôle technique et de normalisation des constructions, connu sous l'appellation de CTC est nécessaire pour déterminer les responsabilités d'un tel fiasco survenu peu de temps après son inauguration. Ce mémorial doit demeurer debout afin de témoigner sur le sens d'un combat et les sacrifices consentis par des milliers d'hommes. Ce lieu de détention, rapidement spécialisé dans l'emprisonnement, la torture et l'assassinat des «Pris les armes à la main» (PAM) a été révélé à l'opinion algérienne et internationale par le livre du détenu feu Abdelhamid Benzine au titre évocateur : *Le Camp*, publié par les



Arceau détruit.

Photo : DR

Editions sociales en 1960 et réédité après l'indépendance la Société nationale de l'édition (Sned).

La vie au Camorra était une vie de grande souffrance pour les quelque 3 000 internés qui y ont été enfermés entre 1957 et 1962. Les baraquements du camp Morand ont compté au même moment jusqu'à 900 prisonniers. Les maladies, la faim, le froid, la chaleur, l'enfermement n'étaient, entre ces murs hérissés de barbelés, de 1957 à avril 1962 que de

moindres maux.

Les internés, privés des droits reconnus aux prisonniers de guerre, ont connu l'humiliation, la torture et même, pour certains d'entre eux, l'exécution sommaire. Chakib, de son vrai nom Mustapha Khalef, par exemple, osa réclamer ces droits. La réponse du sinistre tortionnaire qu'était le capitaine Samary fut tout simplement «la corvée de bois». On dénommait ainsi l'assassinat des prisonniers ALN-FLN lors d'une soi-

disant opération de ramassage de bois. Le prisonnier était accusé de tentative de fuite et lâchement abattu sans autre forme de procès d'une rafale dans le dos. De nombreux prisonniers, suite à de véritables ou simulées tentatives de fuite furent assassinés de cette façon.

Pour rappel, le camp Morand avait connu, une quinzaine d'années avant 1954, les souffrances de milliers d'Espagnols républicains qui avaient fui la répression franquiste suite à la guerre civile qui ravagea, entre 1936 et 1939 l'Espagne. Les autorités coloniales de la région d'Oran leur ayant refusé l'exil, ils furent redirigés sur le Titteri où ils furent parqués à Boghari. Le pouvoir colonial obligea par la suite par le chantage et la contrainte les plus jeunes et les plus aptes physiquement à s'engager dans les rangs de son armée d'occupation.

Ce lieu de remémoration est à visiter et à faire visiter afin de combattre l'oubli et sensibiliser la jeunesse sur les différentes facettes du combat libérateur. C'est aussi une manière de rejeter les démarches de certains Algériens qui sont montés sur la tribune parisienne du Sénat pour prôner la fin de «la guerre des mémoires», à un moment où les médias français effectuent des rappels continus sur la barbarie nazie.

A. A.

BOUMERDÈS

Ouverture de la saison estivale

«Pour nous, Ramadhan ou pas Ramadhan la saison estivale est ouverte et les baigneurs sont les bienvenus», dit avec le sourire le commandant Mekanine, chargé de la communication auprès de la Protection civile. Une chose de bien faite à Boumerdès, la saison estivale est ouverte depuis dimanche.

Cette ouverture est un message des pouvoirs publics : le Ramadhan n'est pas un handicap pour l'activité sociale. Dans le jargon politique, on appelle cela l'esprit républicain. Dimanche matin donc, la ministre/wali de Boumerdès, Yamina Zerhouni, a présidé les festivités marquant l'ouverture de la saison estivale 2016. La DJS a mobilisé des centaines de jeunes et d'enfants qui ont donné un caractère festif à cette ouverture.

De leur côté, la Protection civile, les services des forêts et les services de la santé ont mobilisé leur matériel pour défiler. Les corps constitués et les autres directions intéressées par la saison estivale ont installé des

stands pour donner des informations aux estivants.

C'est Abdelwahab Nouri, ancienement ministre des Ressources en eau, qui devait venir jusqu'à Boumerdès pour présider cette cérémonie. Entre-temps, il s'est vu confier justement le département de l'aménagement du territoire, du tourisme et de l'artisanat. Il est donc resté à Alger pour la traditionnelle cérémonie de passation des consignes.

Sur le plan pratique, Nor Zoulim, directeur du tourisme de la wilaya, nous a fait part de l'ouverture de 36 plages à la baignade. Ces 36 plages totalisent une longueur de 29 400 mètres. «La nouveauté de cette année, c'est l'ouverture de 8 sites de

camping libre à Boudouaou El Bahri, Zemmouri, Sidi-Daoud et Dellys. Ces camps qui seront dotés de commodités seront réservés en priorité aux associations et aux groupes organisés. Nous avons également réservé 40 écoles pour loger des enfants qui viendront de l'intérieur du pays tout particulièrement du Sud», dira Zoulim.

Si cette option de camping libre est agréée par les services de sécurité de la région, cela veut dire que la situation sécuritaire revient à la normale sur les plages de la wilaya de Boumerdès. «Pour nous, Ramadhan ou pas Ramadhan, la saison estivale est ouverte et les estivants sont les bienvenus. Notre dispositif de surveillance et de sécurité est fonctionnel», nous a confié le directeur de la communication de la Protection civile le commandant Mekanine.

Pour l'heure, 250 agents saisonniers et 100 agents professionnels sont déployés. Dès la fin du Ramadhan, ce dispositif sera renfor-

cé pour atteindre 387 agents saisonniers et 24 plongeurs de métier. La prise en charge des 32 plages en milieu rural s'insère dans le dispositif du plan national Delphine mis en place chaque année par le Haut Commandement de la Gendarmerie nationale à travers les 14 wilayas côtières.

Pour Boumerdès, il y a le dispositif de 9 postes – de petites brigades – sur les plages et le dispositif en amont qui cible particulièrement les grands axes routiers de la wilaya de Boumerdès. «Pour cette saison, nous avons mobilisé 1 909 gendarmes et 240 motards», assure le commandant Salhi du Groupement de Boumerdès.

Ce qui est sûr c'est que les gendarmes de Boumerdès auront dès la fin du Ramadhan à multiplier leurs efforts par dix pour veiller sur la sécurité des estivants. Cela a déjà commencé chez les policiers puisque les plages autour du vieux Rocher noir sont envahies toutes les nuits.

«Nous déplacerons des petites Sûretés urbaines au niveau de 5 plages en zones urbaines. Ces petits commissariats qui fonctionneront en 3x8 seront commandés par un lieutenant de police et comprendront un effectif de 14 à 18 agents, y compris ceux en civil», nous a confié Krime le chargé de communication de la Sûreté de la wilaya.

Abachi L.

DON DE SANG

Les fidèles sollicités

Le Centre culturel islamique et la Direction de la santé et de la population de la wilaya de Boumerdès organisent une campagne de collecte de sang. Pour ce faire, les deux institutions ciblent les fidèles en ce mois de rahma et de solidarité.

En effet, les services médicaux s'installeront entre le 13 et le 17 de ce mois aux alentours des mosquées des centres-villes de Boumerdès, Thénia, Bordj-Menaïel, les Issers et Zemmouri pour permettre aux fidèles de faire acte de solidarité envers les malades. Par ailleurs, le même centre organise, le 16 juin à partir de 10 heures, une table ronde ouverte au public, sur le sens du jeûne.

A. L.

Le RND récupère la mairie de Zemmouri

Hamid Belkebir, élu sur la liste du RND, anciennement vice-président communal, est le nouveau maire de la municipalité de Zemmouri, agglomération balnéaire de l'est de la wilaya de Boumerdès.

Belkebir remplace à ce poste, Brahim L. (FLN) qui a été destitué par la ministre/wali de Boumerdès, Yamina Zerhouni, laquelle a mis en exécution l'article 43 du code communal. Ce der-

nier a été, rappelons-le, condamné, le mois passé, en première instance par le tribunal correctionnel de Rouiba, à une année de prison ferme et 100 000 DA d'amende (*Le Soir d'Algérie* du 16 mai).

L'ex-P/APC de Zemmouri est accusé d'avoir établi de faux documents officiels, document en relation avec la gestion de l'institution dont il a la charge.

Pour rappel, le RND dispose de 8 sièges au sein d'une assemblée qui en compte 19. Le FLN (3), le PRA (2), l'ANR (2), le MPA (2) et les indépendants (2) se partagent le reste des sièges. Par

ailleurs, les services de sécurité ont ouvert d'autres dossiers concernant la gestion de cette commune. Il est, en effet, question de l'affectation illégale d'un terrain de 2 000 m² appartenant aux services des forêts suivie de la destruction d'arbres par un particulier. Ce dossier est entre les mains des services de sécurité.

Il est également question de la construction d'une villa sur un terrain domanial de plus de 1 000 m² avec délivrance d'une autorisation.

A. L.